

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge Gagné, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Serge Gagné

Date

2019-06-25

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de municipal de La Ville de Sept-Îles

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du Gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2018 et 2017 sont les suivantes :

Surévaluation/ (Sous-évaluation)

	2018	2017
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs et Actifs financiers	(9 002 363)	(8 422 644)
Actifs financiers nets (dette nette)	9 002 363	8 422 644
Excédent accumulé	(9 002 363)	(8 422 644)
État consolidé des résultats		
Transferts (revenus)	(579 719)	460 559
Excédent (déficit) de l'exercice	(579 719)	460 559
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(9 002 363)	(8 422 644)

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2, S23-3 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations obtenues à la date du présent rapport se composent des informations contenues dans le rapport du maire sur la situation financière de la Municipalité, mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CMA, Permis de comptabilité publique A127603

Sept-Îles, Canada

DATE 2019-06-25

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017 Redressé note 22
Revenus			
Taxes	1	51 930 255	51 138 317
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 455 525	5 365 012
Quotes-parts	3		
Transferts	4	6 229 093	4 896 335
Services rendus	5	4 451 042	4 327 426
Imposition de droits	6	1 036 301	871 418
Amendes et pénalités	7	384 045	416 284
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	1 295 354	354 279
Autres revenus	10	1 704 729	1 776 064
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	72 486 344	69 145 135
Charges			
Administration générale	14	8 287 802	8 215 806
Sécurité publique	15	8 525 727	8 299 910
Transport	16	13 685 395	13 145 467
Hygiène du milieu	17	16 973 433	16 810 754
Santé et bien-être	18	414 354	1 429 918
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 436 325	5 094 177
Loisirs et culture	20	14 952 493	13 889 171
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	2 568 386	2 839 538
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	69 843 915	69 724 741
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 642 429	(579 606)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	142 309 048	142 997 500
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(108 846)
Solde redressé	28	142 309 048	142 888 654
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	144 951 477	142 309 048

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	26 343 003	21 474 554
Débiteurs (note 5)	2	13 802 427	11 243 820
Prêts (note 6)	3	767 847	277 847
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 126 142	923 307
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	42 039 419	33 919 528
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 704 000	5 487 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	21 880 800	17 458 765
Revenus reportés (note 12)	12	3 473 202	3 029 588
Dette à long terme (note 13)	13	84 207 258	79 942 668
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 562 800	3 357 900
	15	115 828 060	109 275 921
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(73 788 641)	(75 356 393)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	215 762 737	213 897 205
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 136 550	1 929 075
Stocks de fournitures	19	1 711 479	1 697 650
Autres actifs non financiers (note 17)	20	129 352	141 511
	21	218 740 118	217 665 441
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	144 951 477	142 309 048

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalizations	
		2018	2017 Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 642 429	(579 606)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(13 160 581)	(9 698 635)
Produit de cession	3	29 010	8 793
Amortissement	4	11 174 769	10 834 954
(Gain) perte sur cession	5	91 270	38 328
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(1 865 532)	1 183 440
Variation des propriétés destinées à la revente	8	792 525	113 502
Variation des stocks de fournitures	9	(13 829)	147 830
Variation des autres actifs non financiers	10	12 159	133 129
	11	790 855	394 461
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 567 752	998 295
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(75 356 393)	(76 229 227)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		(125 461)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(75 356 393)	(76 354 688)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(73 788 641)	(75 356 393)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 642 429	(579 606)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 174 769	10 834 954
Autres			
- Gain/Perte cession immob.	3	91 270	38 328
- Réduction de valeur	4	103 386	(5 752)
	5	14 011 854	10 287 924
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 558 607)	7 626 196
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	4 422 035	3 135 858
Revenus reportés	9	443 614	363 371
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 795 100)	580 600
Propriétés destinées à la revente	11	792 525	113 502
Stocks de fournitures	12	(13 829)	147 830
Autres actifs non financiers	13	12 159	133 129
	14	15 314 651	22 388 410
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(13 160 581)	(9 698 635)
Produit de cession	16	29 010	8 793
	17	(13 131 571)	(9 689 842)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(993 099)	(187 643)
Remboursement ou cession	19	196 878	113 623
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	(28 860)
Cession	21		
	22	(796 221)	(102 880)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	11 960 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 654 235)	(7 448 638)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(783 000)	3 367 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(41 175)	60 297
Autres			
-	27		
-	28		
	29	3 481 590	(4 021 341)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	4 868 449	8 574 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	21 474 554	13 025 668
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		(125 461)
Solde redressé	33	21 474 554	12 900 207
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	26 343 003	21 474 554

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est un organisme municipal existant depuis le 6 février 2003 en vertu du décret 106-2003 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c.0-9).

La Ville de Sept-Îles est constituée des ex-municipalités suivantes : Ville de Sept-Îles, Ville de Moisie et Municipalité de Gallix. La nouvelle ville est régie par la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q., c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles ainsi que dans les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

La Ville de Sept-Îles agit en partenariat dans certains dossiers avec la Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.). La Ville de Sept-Îles a également conclu des ententes inter-municipales avec le Conseil de bande Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam, de même qu'avec la Ville de Port-Cartier.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2018, la Ville a versé une contribution de 237 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus «Interbus» reliant les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre 2018, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	964 520 \$
* Passifs	95 130 \$
* Actifs nets	869 390 \$
* Revenus	1 089 396 \$
* Dépenses	1 089 484 \$
* Déficit 2018	(88 \$)

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2018, la Ville a versé une contribution de 921 425 \$, incluant une contribution de 154 775 \$ en référence avec la gestion des activités au Lac des Rapides, ainsi qu'une contribution de 226 975 \$ pour la gestion des activités de l'Archipel.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2018, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	362 640 \$
* Passifs	174 752 \$
* Actifs nets	187 888 \$
* Revenus	1 105 859 \$
* Dépenses	1 105 150 \$
* Surplus 2018	709 \$

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2018, la Ville a versé une contribution de 580 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Au 31 décembre 2018, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	1 455 073 \$
* Passifs	23 908 \$
* Actifs nets	1 431 165 \$
* Revenus	764 326 \$
* Dépenses	729 772 \$
* Surplus 2018	34 554 \$

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2018, la Ville a versé des honoraires de gestion de 235 000 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 53 750 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2018, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

* Actifs	423 870 \$
* Passifs	378 448 \$
* Actifs nets	45 422 \$
* Revenus	1 172 607 \$
* Dépenses	1 175 910 \$
* Déficit 2018	(3 303 \$)

b) Partenariats

Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire, et doit soutenir financièrement le développement économique. De plus, en 2018, la Ville versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit la Station récréotouristique de Gallix, une quote-part pour le projet d'Écopatrouille visant la sensibilisation de la population à la gestion des matières résiduelles, de même qu'une quote-part pour la campagne de sensibilisation sur les dépotoirs clandestins. La participation de la Ville pour l'exercice 2018 totalise 454 082 \$, soit :

* Administration	230 664 \$
* Développement économique	138 369 \$
* Archives	19 800 \$
* Équipements supralocaux	30 206 \$
* Projet Écopatrouille	23 166 \$
* Dépôts clandestins	11 877 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception, revenus faisant l'objet d'ajustement lors de l'envoi de facturation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation;
- Les revenus de paiements tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'adoption des règlements annuels de taxation et ajustés lors de l'émission d'un « certificat de l'évaluateur et avis de modification du rôle d'évaluation foncière »;
- Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints. La Ville respecte les dispositions de l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts, entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, doit être comptabilisée;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.
- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme municipal, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et, enfin, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/0

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable s'il y a lieu.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable s'il y a lieu.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. La totalité des demandes de révision se sont réglées en date du 30 avril 2019, suivant les décisions du Tribunal administratif du Québec (TAQ) et la provision ajustée en fonction desdits règlements en date du 31 décembre 2018.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites. Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

Passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds régional à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors une transaction aux dépenses à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation, amortie au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite;
- la couverture des soins de santé, et;
- l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant au titre de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

Appariement fiscal pour revenus de transfert - Ententes de partage :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

Frais d'assainissement pour les sites contaminés :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à de la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

Solde des frais reportés relatif à la confection des rôles triennaux d'évaluation - Mesure transitoire :

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir créées seront amorties sur la durée qui aurait été normalement applicable à notre charge de confection de rôle triennal d'évaluation, en tant qu'élément de frais reportés, avant le redressement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

H) Instruments financiers

S/0

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'escompte et d'émission des dettes à long terme sont amortis sur la durée du refinancement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Ville de Sept-Îles a choisi d'appliquer les nouvelles normes comptables du Manuel de CPA Canada-Comptabilité suivantes : SP2200 « Information relative aux apparentés », SP3420 « Opérations interentités », SP3210 « Actifs », SP3320 « Actifs éventuels » et SP3380 « Droits contractuels ».

La norme SP2200 « Information relative aux apparentés » définit ce qu'est un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. De façon générale, les apparentés comprennent les entités comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi que les principaux dirigeants de ces entités et leurs proches parents. Ils comprennent également les entités dans lesquelles les principaux dirigeants et leurs proches parents ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Le cas échéant, les informations à fournir concernent les opérations entre apparentés qui ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et qui ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers consolidés. Les dirigeants de la Ville comprennent le maire, les autres membres du conseil municipal, le directeur général et les directeurs de service. La norme SP3420 « Opérations interentités » établit des normes de comptabilisation et de présentation des opérations conclues entre des entités comprises dans le périmètre de consolidation. Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires des chapitres et les informations requises en vertu de la norme SP3420 « Opérations interentités » sont présentées à la note 25, tandis que les informations requises en vertu de la norme SP2200 « Informations relatives aux apparentés » sont présentées à la note 26.

La norme SP3210 « Actifs » fournit des indications sur l'application de la définition des actifs et sur les informations à fournir à l'égard des grandes catégories d'actifs non constatés. Cette nouvelle norme a été appliquée prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'a aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

La norme SP3320 « Actifs éventuels » définit et établit les normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels, s'il est jugé probable que l'événement futur déterminant se produira. Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et les informations requises en vertu de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

norme SP3320 sont présentées à la note 21.

La norme SP3380 « Droits contractuels » définit et établit les normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir, notamment quant à leur ampleur et à leur échéancier. Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et les informations requises en vertu de la norme SP3380 sont présentées à la note 19.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 24 744 402	19 202 498
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
- Org. contrôlés - Fonds caisse	4 1 398 601	2 272 056
- Org. contrôlés - Découvert	5	
- Org. - Plac. temporaire	6 200 000	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 26 343 003	21 474 554
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 9 763 059	7 704 371
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 4 379 360	4 187 218
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 6 593	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 6 004 768	4 071 132
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 083 094	566 106
Organismes municipaux	15 238 574	454 057
Autres		
- Administration municipale	16 1 766 394	1 774 857
- Organismes contrôlés (nets)	17 323 644	190 450
	18 13 802 427	11 243 820
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21 40 710	52 183
	22 40 710	52 183
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 1 328 222	1 490 734
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 197 847	197 847
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Prêt - Vieux-Quai en Fête	26 70 000	80 000
- Prêt - Station de ski Gallix	27 500 000	
	28 767 847	277 847
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		
De plus, la Ville de Sept-Îles a signé une convention de prêt en date du 26 janvier 2017		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

avec le Vieux-Quai en Fête, convention dans laquelle cet organisme empruntait à la Ville de Sept-Îles un montant de 100 000 \$ pour combler le déficit de l'édition 2015 de la fête familiale annuelle et ainsi régler les fournisseurs impayés et assurer la pérennité de l'évènement.

Ce prêt sera remboursable en cinq (5) versements annuels égaux de 20 000 \$, débutant en février 2017 et se terminant en 2021. En mars 2018, le conseil municipal autorisait, par résolution, le report partiel d'un montant de 10 000 \$ sur le remboursement de 2018, lequel remboursement devant se faire au plus tard la sixième année du prêt, soit en 2022.

Finalement, le 14 mai 2018, par sa résolution no 1805-295, le conseil municipal accordait un prêt de 500 000 \$ au Comité de relance de la Station de ski de Gallix inc., et ce, pour pallier au manque de liquidité provenant des engagements (promesses de dons) à recevoir au cours des cinq (5) prochaines années. Le prêt est sans intérêt et remboursable en 5 versements annuels égaux, échéant en 2023.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	420 513	597 381
Autres placements	31	705 629	325 926
	32	<u>1 126 142</u>	<u>923 307</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	705 629	325 926
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Autres placements (organismes contrôlés) :

Placements affectés à la réserve pour autobus totalisant 280 629 \$ provenant de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc., en date du 31 décembre 2018 (325 926 \$ en 2017). Placement de 425 000 \$ de Développement Économique Sept-Îles inc. affecté au fonds stratégique et d'urgence, en date du 31 décembre 2018.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	2 836 800	984 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	<u>(4 399 600)</u>	<u>(4 342 500)</u>
	37	<u>(1 562 800)</u>	<u>(3 357 900)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 884 800	2 643 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	458 600	479 100
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	60 241	63 650
	43	<u>2 403 641</u>	<u>3 186 050</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
10. Emprunts temporaires			
Les différents emprunts temporaires dont le maximum autorisé est de 12 488 000 \$ portent intérêts au taux de base (TB) plus 0,50 % et se détaillent comme suit :			
	2018	2017	
Règlement # 2016-340 :	0	1 200 000	
Règlement # 2016-341 :	0	219 000	
Règlement # 2016-343 :	0	2 290 000	
Règlement # 2017-377 :	0	1 778 000	
Règlement # 2018-392 :	2 554 000	0	
Règlement # 2018-399 :	880 000	0	
Règlement # 2018-405 :	<u>1 270 000</u>	<u>0</u>	
	<u>4 704 000 \$</u>	<u>5 487 000 \$</u>	
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	5 800 605	5 742 528
Salaires et avantages sociaux	48	4 849 708	3 165 536
Dépôts et retenues de garantie	49	2 397 965	1 952 198
Provision pour contestations d'évaluation	50	4 670 724	3 176 453
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	2 064 769	1 809 871
Assainissement des sites contaminés	52	1 050 000	550 000
Autres			
- Intérêts courus - Dettes L.T.	53	794 759	803 843
- Organismes contrôlés (nets)	54	252 270	258 336
-	55		
-	56		
-	57		
	58	<u>21 880 800</u>	<u>17 458 765</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	156 997	154 527
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	1 871 227	1 745 432
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	7 626	7 626
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65	27 500	27 500
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Administration municipale	68	1 148 479	729 749
- Organismes contrôlés (nets)	69	261 373	364 754
-	70		
-	71		
	72	3 473 202	3 029 588

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,10	2019	2046	73	84 347 000	80 028 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,99	4,79	2019	2023	77	3 957	17 192
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	84 350 957	80 045 192
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(143 699)	(102 524)
					83	84 207 258	79 942 668

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2018</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2019	84	92	7 623 000	100	109	2 885	117	7 625 885
2020	85	93	6 961 000	101	110	931	118	6 961 931
2021	86	94	6 714 000	102	111	45	119	6 714 045
2022	87	95	6 071 000	103	112	47	120	6 071 047
2023	88	96	6 251 000	104	113	49	121	6 251 049
2024 et +	89	97	50 727 000	105	114		122	50 727 000
	90	98	84 347 000	106	115	3 957	123	84 350 957
Intérêts et frais accessoires			107 (				124 (
	91	99	84 347 000	108	116	3 957	125	84 350 957

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(64 745 568)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 (	9 002 363) (
Autres	128 (	40 710) (
	129	(73 788 641)
		(66 881 566)
		(8 422 644)
		(52 183)
		(75 356 393)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	65 084 696	158	1 206 746	185		212	66 291 442
Eaux usées	131	64 274 472	159	641 119	186		213	64 915 591
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	143 397 760	160	2 363 322	187		214	145 761 082
Autres	133	53 282 970	161	3 463 128	188		215	56 746 098
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	65 834 374	163	656 463	190		217	66 490 837
Améliorations locatives	136	86 878	164		191		218	86 878
Véhicules	137	8 952 617	165	565 103	192	537 973	219	8 979 747
Ameublement et équipement de bureau	138	3 826 129	166	221 516	193		220	4 047 645
Machinerie, outillage et équipement divers	139	9 742 439	167	695 059	194	35 490	221	10 402 008
Terrains	140	2 978 991	168		195		222	2 978 991
Autres	141	1 227 332	169	168 326	196	(47 624)	223	1 443 282
	142	<u>418 688 658</u>	170	<u>9 980 782</u>	197	<u>525 839</u>	224	<u>428 143 601</u>
Immobilisations en cours	143	<u>3 932 876</u>	171	<u>3 179 799</u>	198		225	<u>7 112 675</u>
	144	<u>422 621 534</u>	172	<u>13 160 581</u>	199	<u>525 839</u>	226	<u>435 256 276</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	35 233 038	173	1 422 492	200		227	36 655 530
Eaux usées	146	30 308 339	174	1 480 031	201		228	31 788 370
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	79 500 722	175	3 762 902	202		229	83 263 624
Autres	148	24 800 449	176	1 746 773	203		230	26 547 222
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	26 361 751	178	1 516 000	205		232	27 877 751
Améliorations locatives	151	34 752	179	5 792	206		233	40 544
Véhicules	152	3 155 698	180	543 413	207	418 421	234	3 280 690
Ameublement et équipement de bureau	153	3 287 970	181	159 223	208		235	3 447 193
Machinerie, outillage et équipement divers	154	5 100 606	182	446 399	209	35 490	236	5 511 515
Autres	155	<u>941 004</u>	183	<u>91 744</u>	210	<u>(48 352)</u>	237	<u>1 081 100</u>
	156	<u>208 724 329</u>	184	<u>11 174 769</u>	211	<u>405 559</u>	238	<u>219 493 539</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>213 897 205</u>					239	<u>215 762 737</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	827 817	886 076
Immeubles industriels municipaux	251	308 733	338 948
Autres	252		704 051
	253	1 136 550	1 929 075
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	1 136 550	1 929 075

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	69 679	100 037
-	257		
-	258		
Autres			
- Taxes de secteur	259	21 534	6 843
- Organismes contrôlés	260	38 139	34 631
	261	129 352	141 511

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2024. Les versements futurs s'élèvent à environ 24 479 584 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette, transport et disposition des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial)

La Ville s'est engagée par contrat pour une durée de sept (7) ans, soit du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2023, pour la cueillette de ses matières résiduelles et recyclables sur son territoire. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 13 316 632 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 7 935 549 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2023 sont les suivants :

2019	1 928 555 \$
2020	1 955 971 \$
2021	1 983 800 \$
2022	1 986 852 \$
2023	80 371 \$

b) Services professionnels en évaluation foncière

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2014 au 31 octobre 2020, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 572 257 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 1 342 186 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2020 totalisent :

2019	868 182 \$
2020	474 004 \$

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (5) ans, soit du 11 janvier 2019 au 10 janvier 2024, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage et le tri. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 11 728 023 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 6 844 637 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en janvier 2024 sont les suivants :

2019	1 618 894 \$
2020	1 315 509 \$
2021	1 262 723 \$
2022	1 291 332 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2023	1 320 656 \$
2024	35 523 \$

d) Entretien du dépôt à neige

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er novembre 2015 au 1er mai 2020, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 563 780 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 178 951 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en mai 2020 sont les suivants :

2019	106 195 \$
2020	72 756 \$

e) Entretien des chemins en hiver, des stationnements et autres

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver, aux déneigements des stationnements, promenade et bornes-fontaines. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à 3 972 185 \$. Le solde des engagements au 31 décembre 2018 est de 2 630 912 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2023 sont les suivants :

2019	742 329 \$
2020	600 937 \$
2021	568 894 \$
2022	494 240 \$
2023	224 512 \$

f) Entretien des bâtiments municipaux

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 3 429 759 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 1 755 352 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2024 sont les suivants :

2019	632 406 \$
2020	643 538 \$
2021	280 658 \$
2022	118 981 \$
2023	64 802 \$
2024	14 967 \$

g) Traitement des matières récupérées

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de cinq (5) ans, soit du 1er septembre 2016 au 31 août 2021 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 3 513 437 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 1 925 275 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2021 sont les suivants :

2019	716 295 \$
2020	723 462 \$
2021	485 518 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

h) Assurances collectives

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée d'un (1) an, soit pour la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, et ce, pour le régime d'assurance collective (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie). Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 990 720 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2018 est de 495 360 \$ et le paiement minimum exigible en 2019 est le suivant :

2019	495 360 \$
------	------------

i) Autres contrats

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2018, et ce, en relation avec divers contrats, tels l'entretien des stations de pompage d'égouts, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les auditeurs externes, les actuaire et autres engagements. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 2 952 900 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2018 est de 1 371 362 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2023 sont les suivants :

2019	690 055 \$
2020	415 066 \$
2021	222 372 \$
2022	39 888 \$
2023	3 981 \$

Fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement technique (LET)

La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engageait à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie est de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant, dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes, et la contribution de la Ville fut alors révisée à 3,81 \$, tel que confirmée le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018. La révision des coûts de gestion postfermeture du LET pour la période de 2019 à 2023 avait été déposée, toutefois dans sa correspondance du 4 avril 2019, la Direction régionale du Centre de contrôle environnemental recommandait une nouvelle évaluation, encore à l'étude à ce jour. Considérant une augmentation prévisible des coûts, la contribution devrait également être revue à la hausse.

La contribution à verser au 31 décembre 2018, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018, s'élève à 210 693 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2018 s'élève à 2 064 769 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

19. Droits contractuels

Les droits contractuels sont estimés à 21 296 200 \$. Ils représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 14 716 020 \$, des services rendus de 3 167 330 \$, de même que des baux et autres locations de locaux pour 3 412 850 \$.

L'échéancier des droits contractuels est établi comme suit :

2019	2020	2021	2022	2023	2024 et +	Total
3 155 175 \$	3 160 900 \$	2 866 990 \$	2 241 600 \$	2 178 440 \$	7 673 100 \$	21 296 200 \$

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOCSI) :

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2018, le crédit était inutilisé.

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de nos assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois ans, échéant le 19 juillet 2021.

Friperie et Centre de dépannage Sept-Îles inc. :

Le 18 février 2016, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire autorisait la Ville de Sept-Îles à se porter caution des obligations de l'organisme auprès de la BMO-Banque de Montréal pour un emprunt de 450 000 \$ sur 15 ans, selon les termes d'une convention de prêt datée du 20 janvier 2016, et ce, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 25 janvier 2016.

b) Auto-assurance

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

c) Poursuites

Régime de retraite - Décision de la Cour Supérieure relativement à la disposition d'indexation

Le 22 mars 2019, la Cour supérieure du Québec a confirmé une décision rendue par le Tribunal administratif du Québec relativement à la disposition d'indexation des rentes prévue au Régime de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, laquelle ne sera pas portée en appel par les promoteurs.

Cette décision a pour effet de rendre non applicable pour les participants ayant pris leur retraite avant le 1er février 2007 la disposition du régime qui prévoyait que l'indexation des rentes se versait que lorsque l'évaluation actuarielle ou que la projection financière du régime de retraite démontrait un surplus suffisant pour assurer la totalité des coûts d'indexation.

Dans ce contexte, un versement forfaitaire de 2 530 715 \$ pour les cotisations d'équilibre et les cotisations pour services courants non versées au Régime de retraite a été inscrit à titre de charges à payer au 31 décembre 2018.

En contrepartie, ce montant a diminué le passif au titre des avantages sociaux futurs.

Ce versement au Régime de retraite a été effectué en mai 2019.

d) Autres

Taxes municipales - Débiteur important au 31 décembre 2018

Au 31 décembre 2018, les compagnies sous la structure corporative de Cliffs Mining, Bloom Lake et Wabush Resources inc. ainsi que leurs filiales, propriétaire d'immeubles d'une valeur importante inscrite au rôle d'évaluation, ont requis la protection sur la Loi les arrangements avec les créanciers (C-36) au début de l'année 2015.

Au 31 décembre 2018, les taxes et intérêts impayés de ce débiteur important s'élevait à la somme de 4 680 437,07 \$ et étaient comptabilisés dans les débiteurs.

Cette créance a été encaissée en totalité le 30 avril 2019.

Contestations d'évaluation

Les contestations d'évaluation déposées pour le rôle d'évaluation foncière triennal 2013-2014-2015, ainsi que pour le rôle 2016-2017-2018 par deux importants contribuables, ont été réglées les 15 et 16 avril 2019 lorsque le Tribunal administratif du Québec (TAQ) transmettait les décisions rendues et accueillait le recours des parties requérantes déterminant ainsi les valeurs à inscrire aux rôles d'évaluation des deux derniers rôles.

En date du 31 décembre 2018, les taxes foncières à recevoir ont été ajustées en fonction desdites décisions.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

21. Actifs éventuels**Instabilité des terrains - Secteur du haut Sainte-Famille**

La Ville de Sept-Îles est aux prises avec une problématique d'affaissement de sol de terrains résidentiels situés dans le secteur Sainte-Famille, touchant notamment les rues Roméo-Vachon, du Père-Conan, Joséphat-Méthot, Pierre-Migneault et Comeau. De façon plus particulière, ces problèmes d'affaissement de sol ont entraîné des problèmes structuraux à de nombreuses résidences construites sur des terrains vendus par la Ville.

En raison desdits affaissements, la Ville a dû, dans un premier temps, verser des indemnités totalisant la somme de 288 000 \$ pour dépenses encourues par des acheteurs de terrains sur la rue Pierre-Migneault.

Afin de circonscrire l'ampleur de la problématique, la Ville a dû engager des honoraires professionnels afin d'obtenir différentes expertises, notamment en géotechnique, arpentage ou autres, totalisant la somme de 718 000 \$ au 31 décembre 2018.

De plus, trente-deux (32) résidences ont dû être relocalisées sur des terrains substitués, aux frais de la Ville, pour une dépense totale estimée à 10 274 000 \$. Ces dépenses de relocalisation ont été financées par le biais d'un règlement d'emprunt de 5 170 000 \$ et par les fonds généraux pour un montant de 5 104 000 \$.

Par ailleurs, la Ville maintient une surveillance des sols pour quelque soixante-dix (70) résidences additionnelles, par le biais notamment d'un monitoring d'arpentage. Suivant cette surveillance, la municipalité devait procéder à l'acquisition de douze (12) unités d'habitation pour un montant d'environ 3 100 000 \$. En date d'aujourd'hui, dix (10) résidences ont été acquises pour 2 632 000 \$ et ont été revendues pour un montant de 1 410 950 \$. Étant donné que ces résidences sont affectées par une problématique d'affaissement et nécessitaient des réparations importantes, ces ventes ont été faites sans garantie légale, le prix d'achat ayant été fixé en conséquence.

En terminant, la Ville a intenté un recours en responsabilité civile concernant ces mêmes événements à l'encontre du Groupe Qualitas inc., lui réclamant une somme dépassant les 12 400 000 \$, afin de se faire indemniser pour les dommages causés à la Ville, notamment pour frais de relocalisation des résidences touchées, indemnités versées aux résidents touchés et perte d'infrastructures municipales, laquelle somme à parfaire lorsque la totalité des dommages subis par la Ville sera connue.

Contestations - Demande de compensation tenant lieu de taxes

La Ville de Sept-Îles transmettait à l'Administration Portuaire de Sept-Îles des demandes de paiement pour les années 2016, 2017 et 2018 en vertu du programme de Paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) pour les biens fédéraux en fonction des valeurs compensables inscrites au rôle d'évaluation. Lesdites demandes de paiements tenaient compte de l'ajout de valeurs provenant de l'acquisition de nouveaux terrains et de la construction d'un abri au quai multiusagers, à leurs propriétés déjà inscrites au rôle, et ce, à compter de 2016.

Malgré les discussions entre les évaluateurs et les procureurs, l'Administration Portuaire est en désaccord avec le prix unitaire attribué à la valeur des terrains et le fait d'inscrire une valeur compensable pour l'abri du quai multiusagers.

Compte tenu du différent, il a été convenu entre les parties d'amener ce dossier en

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

arbitrage, et ce, selon la procédure établie par le gouvernement fédéral. Dans ce contexte, le 27 mai dernier, la Ville de Sept-Îles mandatait ses conseillers juridiques pour procéder à une requête auprès du Comité consultatif afin de réviser les valeurs aux fins du Programme de Paiements versés en remplacement d'impôts (PERI), et représenter la municipalité dans ce dossier.

La Ville déposait des demandes de paiements versés en remplacement d'impôt (PERI) à l'Administration Portuaire de Sept-Îles pour les immeubles fédéraux pour les années 2016, 2017 et 2018, demandes qui totalisent 2 321 556 \$.

Selon l'évaluation de l'Administration Portuaire de Sept-Îles, ces demandes de paiements pour ces mêmes années devraient totaliser 692 330 \$, soit une différence de 1 629 226 \$.

Selon les conseillers juridiques, les provisions comptabilisées par la direction de la Ville sont jugées raisonnables.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Redressements des états consolidés des pages (S7), (S8), (S9) et (S10)

Les données de l'exercice antérieur fournies à des fins de comparaison ont été redressées suite à une modification dans le périmètre comptable de la Ville de Sept-Îles. Quatre (4) des huit (8) organismes incluent dans le périmètre comptable ont été retirés de la consolidation en 2018 suivant les nouvelles dispositions touchant les organismes du périmètre comptable et le projet de loi 155. Les organismes retirés du périmètre comptable de la Ville de Sept-Îles sont les suivants :

- Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles inc.
- Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord inc.
- Vieux-Quai en fête de Sept-Îles inc.
- Jardin communautaire du Ruisseau Bois-Joli

L'impact financier du retrait des quatre (4) organismes du périmètre comptable sur les données consolidées antérieures se résume de la façon suivante :

Actifs financiers:	234 010 \$
Actifs non financier:	33 566 \$
Passifs:	126 804 \$
Avoir des contribuables 2017:	140 772 \$
Revenus 2017:	473 793 \$
Dépenses 2017:	458 482 \$
Surplus (déficit) de l'exercice 2017:	15 311 \$
Redressement net de 2017:	125 461 \$

Par conséquent, le présent redressement net de 2017 de 125 461 \$ vient s'ajouter au redressement aux exercices antérieurs déjà existant en date du 31 décembre 2017 pour 2016, lequel s'élevait à (16 615 \$) et s'expliquait par un changement de méthode comptable d'un organisme du périmètre comptable pour son exercice 2016, laissant ainsi un redressement net de 108 846 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville, lors de la séance spéciale du 15 janvier 2018, est présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2018, lesquelles ne sont pas reflétées dans les colonnes « Budget ».

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

25 Opérations interentités

La Ville de Sept-Îles fournit des bâtiments et des infrastructures à titre gratuit à certains organismes pour leurs activités. La Ville de Sept-Îles assume également le coût de certaines dépenses pour ces mêmes organismes, tels l'entretien des bâtiments, des infrastructures et des terrains, le déneigement, l'électricité et les assurances. Le montant que la Ville aurait facturé si une facturation avait été effectuée ne peut être établi au prix d'un effort raisonnable. En conséquence, il est impossible de déterminer la sous-évaluation des revenus et du résultat de fonctionnement de la Ville.

26 Informations relatives aux apparentés

Au cours du présent exercice, la Ville de Sept-Îles a fourni des ressources matérielles et humaines pour la tenue de différentes activités organisées par des organismes situés sur son territoire et dont certains élus et membres de la direction siègent sur le conseil d'administration. Le montant que la Ville aurait facturé si une facturation avait été effectuée ne peut être établi au prix d'un effort raisonnable. En conséquence, il est impossible de déterminer la sous-évaluation des revenus et du résultat de fonctionnement de la Ville.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	51 138 317	52 344 655	51 930 255				51 930 255
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 365 012	5 447 930	5 455 525				5 455 525
Quotes-parts	3							
Transferts	4	2 992 235	2 970 515	3 407 136			2 578 161	4 224 371
Services rendus	5	3 216 329	2 916 436	3 331 822			1 419 819	4 451 042
Imposition de droits	6	871 418	1 004 220	1 036 301				1 036 301
Amendes et pénalités	7	416 284	401 000	384 045				384 045
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	332 150	530 229	1 254 650			40 704	1 295 354
Autres revenus	10	1 669 484	871 035	1 428 211			83 584	1 511 795
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	66 001 229	66 486 020	68 227 945			4 122 268	70 288 688
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	1 117 356	2 169 000	2 004 722				2 004 722
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17	48 607	67 842	134 993				134 993
Autres	18			57 941				57 941
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
	20	1 165 963	2 236 842	2 197 656				2 197 656
	21	67 167 192	68 722 862	70 425 601			4 122 268	72 486 344
Charges								
Administration générale	22	7 997 225	7 590 390	8 058 021	229 781			8 287 802
Sécurité publique	23	7 967 874	8 308 270	8 186 072	339 655			8 525 727
Transport	24	7 956 999	8 257 420	8 201 223	4 632 496	1 096 176		13 685 395
Hygiène du milieu	25	13 457 112	14 177 200	13 557 940	3 415 493			16 973 433
Santé et bien-être	26	1 429 918	401 290	414 354				414 354
Aménagement, urbanisme et développement	27	4 616 634	3 316 890	3 992 778	147 408	1 801 913		4 436 325
Loisirs et culture	28	10 748 175	10 997 930	11 788 609	2 318 192	1 156 943		14 952 493
Réseau d'électricité	29							
Frais de financement	30	2 805 621	2 743 331	2 533 022		35 364		2 568 386
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	10 742 154	10 739 698	11 083 025	(11 083 025)			
	33	67 721 712	66 532 419	67 815 044		4 090 396		69 843 915
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(554 520)	2 190 443	2 610 557		31 872		2 642 429

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(554 520)	2 190 443	2 610 557	31 872	2 642 429
Moins: revenus d'investissement	2	(1 165 963)	(2 236 842)	(2 197 656)	()	(2 197 656)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 720 483)	(46 399)	412 901	31 872	444 773
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	10 742 154	10 739 698	11 083 025	91 744	11 174 769
Produit de cession	5	2 838		29 010		29 010
(Gain) perte sur cession	6	11 103		90 542	728	91 270
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	10 756 095	10 739 698	11 202 577	92 472	11 295 049
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	864 453		792 642		792 642
Réduction de valeur / Reclassement	10	581 788		(117)		(117)
	11	1 446 241		792 525		792 525
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	77 493		196 878		196 878
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	56 130		103 386		103 386
	15	133 623		300 264		300 264
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 169 287		567 401		567 401
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 437 487)	(7 654 231)	(7 642 762)	()	(7 642 762)
	18	(6 268 200)	(7 654 231)	(7 075 361)		(7 075 361)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 431 968)	(1 463 368)	(2 031 222)	(168 326)	(2 199 548)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			800 000		800 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	400 000				
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 160 919)	(1 165 000)	(1 151 954)		(1 151 954)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(178 201)	(410 700)	4 978		4 978
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 371 088)	(3 039 068)	(2 378 198)	(168 326)	(2 546 524)
	26	3 696 671	46 399	2 841 807	(75 854)	2 765 953
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 976 188		3 254 708	(43 982)	3 210 726

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>		<u>Réalisations 2018</u>	
		<u>Administration municipale</u>		<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>
					<u>Total consolidé ¹</u>
Revenus d'investissement	1	1 165 963		2 197 656	2 197 656
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(152 564)		(175 132)	(175 132)
Sécurité publique	3	(102 582)		(111 666)	(111 666)
Transport	4	(4 505 940)		(4 924 707)	(5 065 983)
Hygiène du milieu	5	(3 997 371)		(4 590 924)	(4 590 924)
Santé et bien-être	6	()		()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 752)		(13 487)	(29 072)
Loisirs et culture	8	(782 002)		(3 176 339)	(3 187 804)
Réseau d'électricité	9	()		()	()
	10	(9 542 211)		(12 992 255)	(13 160 581)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(1 332 739)		()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(213 396)		(613 396)	(613 396)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13			10 090 000	10 090 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 431 968		2 031 222	2 199 548
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15			1 000 661	1 000 661
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 327 930		317 869	317 869
Réserves financières et fonds réservés	17	1 183 175		1 535 727	1 535 727
	18	3 943 073		4 885 479	5 053 805
	19	(7 145 273)		1 369 828	1 369 828
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(5 979 310)		3 567 484	3 567 484

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>	<u>Administration</u>	<u>2018</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 202 498	24 744 402	1 598 601	26 343 003
Débiteurs (note 5)	2	11 053 370	13 478 783	336 604	13 802 427
Prêts (note 6)	3	277 847	767 847		767 847
Placements de portefeuille (note 7)	4	597 381	420 513	705 629	1 126 142
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	31 131 096	39 411 545	2 640 834	42 039 419
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 487 000	4 704 000		4 704 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	17 200 429	21 628 530	265 230	21 880 800
Revenus reportés (note 12)	12	2 664 834	3 211 829	261 373	3 473 202
Dette à long terme (note 13)	13	79 942 668	84 207 258		84 207 258
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 357 900	1 562 800		1 562 800
	15	108 652 831	115 314 417	526 603	115 828 060
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(77 521 735)	(75 902 872)	2 114 231	(73 788 641)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	213 610 877	215 400 555	362 182	215 762 737
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	1 929 075	1 136 550		1 136 550
Stocks de fournitures	19	1 681 959	1 692 167	19 312	1 711 479
Autres actifs non financiers (note 17)	20	106 880	91 213	38 139	129 352
	21	217 328 791	218 320 485	419 633	218 740 118
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	8 114 973	8 745 488	1 071 109	9 816 597
Excédent de fonctionnement affecté	23	3 306 941	3 292 605	1 100 573	4 393 178
Réserves financières et fonds réservés	24	1 102 537	1 238 764		1 238 764
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 115 493)	(817 872)		(817 872)
Financement des investissements en cours	26	(7 024 073)	(3 456 590)		(3 456 590)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	136 422 171	133 415 218	362 182	133 777 400
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	139 807 056	142 417 613	2 533 864	144 951 477

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	18 295 420	18 485 351	19 864 648	18 925 249
Charges sociales	2	5 281 710	4 562 367	4 813 281	5 318 089
Biens et services	3	24 974 750	25 500 782	27 203 091	26 333 540
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	2 416 557	2 197 557	2 197 557	2 293 043
D'autres organismes municipaux	5	895	895	895	1 317
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	211 179	219 212	219 212	223 647
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	114 700	115 358	150 722	321 531
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	439 900	414 957	445 356	454 082
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	4 022 610	4 394 054	2 932 898	3 496 333
Amortissement des immobilisations	14	10 739 698	11 083 025	11 174 769	10 834 954
Autres					
- Mauvaises créances - franchise	15	35 000	27 743	27 743	67 574
- HSF - relocal./trav. correctif	16		21 218	21 218	9 141
- Prop.vendues/Réduc.valeur	17		792 525	792 525	1 446 241
	18	66 532 419	67 815 044	69 843 915	69 724 741

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 816 597	9 205 686
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 393 178	4 431 892
Réserves financières et fonds réservés	3	1 238 764	1 102 537
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(817 872)	(2 115 493)
Financement des investissements en cours	5	(3 456 590)	(7 024 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	133 777 400	136 708 499
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	144 951 477	142 309 048
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	8 745 488	8 114 973
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 071 109	1 090 713
	11	9 816 597	9 205 686
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Activités de fonctionnement	12	952 229	837 408
- Affaissement de sol - Haut S-F	13	486 532	486 532
- Engagements	14	415 419	226 707
- Infrastructures et dév. domici	15	95 177	95 177
- Anciennes villes - GA et MO	16	33 699	51 929
- Réfection de l'hôtel de Ville	17	1 309 549	1 309 549
- Recouvrement de cellules au LE	18		299 639
-	19		
-	20		
	21	3 292 605	3 306 941
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Réserve pour autobus - CTASI	22	280 629	325 926
- Fonds d'urgence & dével. DESI	23	753 719	750 000
- Affectation - CTSI,	24	66 225	49 025
	25	1 100 573	1 124 951
	26	4 393 178	4 431 892
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	913 743	772 964
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Imm. locatif & Infrastructures	45	325 021	329 573
-	46		
	47	1 238 764	1 102 537
	48	1 238 764	1 102 537

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 (450 000) ()	175 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (367 872) ()	429 253)
Autres		
- Évaluation foncière	58 () ()	208 641)
-	59 () ()	()
	60 (817 872) ()	812 894)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	(1 302 599)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	(1 302 599)
	81 (817 872) ()	2 115 493)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 611 378	985 607
Investissements à financer	83 (6 067 968 ) (	8 009 680)
	84 (3 456 590)	(7 024 073)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 215 762 737	213 897 205
Propriétés destinées à la revente	86 1 136 550	1 929 075
Prêts	87 767 847	277 847
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 420 513	597 381
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 218 087 647	216 701 508
Ajustements aux éléments d'actif	91	(80 000)
	92 218 087 647	216 621 508
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (84 207 258 ) (	79 942 668)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (143 699 ) (	102 524)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 40 710	132 183
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (84 310 247 ) (	79 913 009)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (84 310 247 ) (	79 913 009)
	101 133 777 400	136 708 499

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la ville de Sept-Îles est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire final moyen. La moyenne est calculée sur 5 ans, sauf pour le service avant 2000 des cadres et le service avant 2004 des autres employés où la moyenne est calculée sur 3 ans. Le régime prévoit également une indexation selon une formule de rendement excédentaire pour les participants retraités au 1er janvier 2007. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi. Le régime supplémentaire de retraite compense pour les limites fiscales du régime enregistré. L'évaluation actuarielle la plus récente de ces régimes est en date du 31 décembre 2015.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 984 600	1 445 500
Charge de l'exercice	4 (1 884 800)	(2 643 300)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 737 000	2 182 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>2 836 800</u>	<u>984 600</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 95 843 100	93 023 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>96 098 100</u>)	(<u>93 733 200</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (255 000)	(709 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>3 091 800</u>	<u>1 694 300</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 2 836 800	984 600
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>2 836 800</u>	<u>984 600</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>95 843 100</u>	<u>93 023 500</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>96 098 100</u>)	(<u>93 733 200</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>255 000</u>)	(<u>709 700</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 108 500	3 118 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 ()	(23 500)
	20 <u>3 108 500</u>	<u>3 094 900</u>
Cotisations salariales des employés	21 (1 626 700)	(1 232 500)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u>60 900</u>)	(<u>56 800</u>)
	23 <u>1 420 900</u>	<u>1 805 600</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 478 200	656 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	23 500
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 899 100</u>	<u>2 485 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>5 269 900</u>	<u>4 891 200</u>
Rendement espéré des actifs	34 (<u>5 284 200</u>)	(<u>4 733 000</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 (14 300)	158 200
Charge de l'exercice	<u>1 884 800</u>	<u>2 643 300</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 172 400	7 815 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (5 284 200)	(4 733 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (2 111 800)	3 082 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (297 200)	(947 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 5 777 400	5 562 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 91 918 900	96 277 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 11 000	147 400
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 946 600	1 348 500
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,10 %	3,15 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,10 %	2,15 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	2	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les programmes d'avantages

après la retraite incluent le régime d'assurance-vie et de soins médicaux postérieurs à la retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2016, ainsi que le régime d'indemnité de retraite de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2015.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (4 342 500)	(4 222 800)
Charge de l'exercice	56 (458 600)	(479 100)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 401 500	359 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(4 399 600)</u>	<u>(4 342 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (3 766 600)	(4 121 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (3 766 600)	(4 121 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (633 000)	(220 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (4 399 600)	(4 342 500)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(4 399 600)</u>	<u>(4 342 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (3 766 600)	(4 121 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (3 766 600)	(4 121 800)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 377 400	397 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 <u>377 400</u>	<u>397 700</u>
Cotisations salariales des employés	72 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 377 400	397 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	76 (21 900)	(12 200)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	
	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>355 500</u>	<u>385 500</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 103 100	93 600
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>103 100</u>	<u>93 600</u>
Charge de l'exercice	87 <u>458 600</u>	<u>479 100</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 434 200	165 300
Prestations versées au cours de l'exercice	92 401 500	359 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,30 %	2,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,50 %	2,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,10 %	3,15 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,10 %	2,15 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,00 %	6,25 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 025	2 025
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées.

Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>12 897</u>	<u>13 883</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	43 463	46 789
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>16 778</u>	<u>16 861</u>
	119	<u>60 241</u>	<u>63 650</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	37 968 540	37 718 360	36 869 787
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	6 856 090	6 835 251	6 706 766
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 233 220	1 225 448	1 245 562
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	46 057 850	45 779 059	44 822 115
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 676 510	2 636 946	2 719 946
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	3 332 479	3 223 489	3 306 387
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	188 000	200 468	198 730
Service de la dette	18	89 816	90 293	91 139
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	6 286 805	6 151 196	6 316 202
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 286 805	6 151 196	6 316 202
	27	52 344 655	51 930 255	51 138 317

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	2 003 040	2 010 910	1 970 886
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	24 300	21 080	22 280
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	173 198	173 198	173 198
	32	2 200 538	2 205 188	2 166 364
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	591 220	594 566	551 335
Cégeps et universités	34	316 950	319 556	306 581
Écoles primaires et secondaires	35	927 070	893 982	839 428
	36	1 835 240	1 808 104	1 697 344
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	4 035 778	4 013 292	3 863 708
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 344 040	1 373 407	1 436 767
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	68 112	68 826	64 537
Taxes d'affaires	44			
	45	1 412 152	1 442 233	1 501 304
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	5 447 930	5 455 525	5 365 012

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	75 679	75 679	75 679
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			6 719
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	152 189	234 232	120 848
Enlèvement de la neige	59	2 640		
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62		298 408	295 245
Transport scolaire	63			
Autres	64		336 350	301 986
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	31 285	31 285	31 285
Réseau de distribution de l'eau potable	69	64 717	90 059	59 743
Traitement des eaux usées	70	6 786	3 925	3 905
Réseaux d'égout	71	332 364	410 136	347 955
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	137 250	188 380	154 565
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	37 411	75 889	58 411
Autres	86		11 702	8 513
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	648 548	578 605	578 605
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	265 396	236 289	319 348
Autres	89	76 250	124 251	263 212
Réseau d'électricité	90			
	91	1 830 515	2 048 730	2 865 965
				2 626 019

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	750 000		
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99		297 675	297 675
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	769 000	115 061	877 510
Réseau de distribution de l'eau potable	108	500 000	35 447	15 685
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110		71 298	192 444
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125		5 069	5 069
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126		1 480 172	31 717
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	150 000		
Réseau d'électricité	129			
	130	2 169 000	2 004 722	1 117 356

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	1 140 000	1 358 406	1 358 406
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	1 140 000	1 358 406	1 358 406
TOTAL DES TRANSFERTS	141	5 139 515	5 411 858	6 229 093

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	23 885	25 003	22 564
	145	23 885	25 003	22 564
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	220 325	346 437	342 435
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	220 325	346 437	342 435
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	13 547	13 593	13 357
Enlèvement de la neige	152	26 063	26 139	25 728
Autres	153	6 021	6 044	5 932
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	45 631	45 776	45 017
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	109 279	109 710	107 664
Réseau de distribution de l'eau potable	158	20 815	20 897	20 508
Traitement des eaux usées	159	80 207	80 524	79 022
Réseaux d'égout	160	40 210	40 369	39 616
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	1 073 300	1 053 572	1 078 119
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	1 323 811	1 305 072	1 324 929
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	1 613 652	1 722 288	1 734 945

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	91 100	125 637	78 366
	187	91 100	125 637	78 366
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191	333 000	409 827	368 262
	192	333 000	409 827	368 262
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195	284 380	382 508	338 501
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197		52 816	48 749
Transport scolaire	198			
Autres	199		148 279	146 293
Autres	200			
	201	284 380	382 508	533 543
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	75 000	52 185	88 059
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210	6 000	6 065	11 004
Autres	211			
	212	81 000	58 250	99 063
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	23 035	62 932	35 065
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			247 089
Autres	220			
	221	23 035	62 932	282 154
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	412 569	474 100	439 186
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	36 500	40 228	57 030
Autres	224	41 200	56 052	734 877
	225	490 269	570 380	1 231 093
Réseau d'électricité	226			
	227	1 302 784	1 609 534	2 592 481
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	2 916 436	3 331 822	4 327 426

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	204 220	204 775	189 091
Droits de mutation immobilière	230	800 000	831 526	682 327
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	1 004 220	1 036 301	871 418
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	401 000	384 045	416 284
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	530 229	1 254 650	354 279
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(90 542)	(38 674)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	400 000	1 044 520	1 209 553
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240	67 842	134 993	48 607
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243		57 941	57 941
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	471 035	474 233	556 578
	246	938 877	1 621 145	1 776 064
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	961 240	926 634	7 599	934 233	934 233	965 153
Greffe et application de la loi	2	1 066 550	1 291 443	41 637	1 333 080	1 333 080	1 592 266
Gestion financière et administrative	3	3 716 230	3 837 759	166 257	4 004 016	4 004 016	3 903 713
Évaluation	4	596 700	929 548		929 548	929 548	730 101
Gestion du personnel	5	985 670	925 417	13 896	939 313	939 313	833 760
Autres							
-	6	264 000	147 220	392	147 612	147 612	190 813
-	7						
	8	7 590 390	8 058 021	229 781	8 287 802	8 287 802	8 215 806
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 889 650	4 886 161	46 762	4 932 923	4 932 923	4 945 540
Sécurité incendie	10	2 999 550	2 905 175	271 707	3 176 882	3 176 882	2 969 046
Sécurité civile	11	26 910	10 331		10 331	10 331	10 980
Autres	12	392 160	384 405	21 186	405 591	405 591	374 344
	13	8 308 270	8 186 072	339 655	8 525 727	8 525 727	8 299 910
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 859 580	2 436 160	4 016 845	6 453 005	6 453 005	5 949 181
Enlèvement de la neige	15	4 143 730	4 857 379	334 297	5 191 676	5 191 676	5 206 992
Éclairage des rues	16	496 540	330 719	159 525	490 244	490 244	537 996
Circulation et stationnement	17	519 570	336 891	95 300	432 191	432 191	413 895
Transport collectif							
Transport en commun	18	238 000	240 074	4 106	244 180	1 095 856	1 014 980
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			22 423	22 423	22 423	22 423
	22	8 257 420	8 201 223	4 632 496	12 833 719	13 685 395	13 145 467

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 219 330	2 373 149	622 461	2 995 610	2 995 610	2 711 592
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 269 960	1 122 287	824 784	1 947 071	1 947 071	1 998 443
Traitement des eaux usées	25	584 060	565 040	421 595	986 635	986 635	896 791
Réseaux d'égout	26	1 835 490	1 551 313	1 113 012	2 664 325	2 664 325	2 740 137
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 217 028	1 226 603	7 851	1 234 454	1 234 454	1 260 875
Élimination	28	3 078 680	2 876 607	281 547	3 158 154	3 158 154	3 347 522
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 058 392	1 049 427	3 222	1 052 649	1 052 649	1 058 736
Tri et conditionnement	30	748 690	552 876	220	553 096	553 096	579 162
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	5 350	5 192		5 192	5 192	5 460
Autres	34	1 488 030	1 293 237	140 801	1 434 038	1 434 038	1 434 316
Plan de gestion	35	35 300	16 647		16 647	16 647	26 083
Autres	36	2 000	2 488		2 488	2 488	750
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	562 000	334 792		334 792	334 792	566 179
Autres	39	72 890	588 282		588 282	588 282	184 708
	40	14 177 200	13 557 940	3 415 493	16 973 433	16 973 433	16 810 754
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	200 000	212 784		212 784	212 784	1 295 786
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	201 290	201 570		201 570	201 570	134 132
	44	401 290	414 354		414 354	414 354	1 429 918
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 304 900	1 263 329	64 865	1 328 194	1 328 194	1 256 833
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	25 300		450	450	450	450
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	718 400	718 351	1 271	719 622	869 091	923 348
Tourisme	49	1 201 470	1 152 476	52 543	1 205 019	1 351 689	1 336 186
Autres	50	35 000	35 000	28 279	63 279	63 279	111 679
Autres	51	31 820	823 622		823 622	823 622	1 465 681
	52	3 316 890	3 992 778	147 408	4 140 186	4 436 325	5 094 177

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 180 740	1 213 391	78 796	1 292 187	1 292 187	1 232 943
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 734 480	1 818 576	212 174	2 030 750	2 030 750	2 192 961
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 357 860	1 318 118	411 257	1 729 375	1 729 375	1 702 084
Parcs et terrains de jeux	56	2 991 580	2 941 409	1 071 303	4 012 712	4 012 712	3 710 746
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	242 750	226 306		226 306	226 306	235 375
Autres	59	218 300	423 027	22 551	445 578	445 578	284 295
	60	7 725 710	7 940 827	1 796 081	9 736 908	9 736 908	9 358 404
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 245 990	1 241 459	298 005	1 539 464	2 385 156	2 351 145
Bibliothèques	62	1 568 700	1 664 143	169 389	1 833 532	1 833 532	1 706 061
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	303 930	784 224	54 717	838 941	838 941	345 070
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	153 600	157 956		157 956	157 956	128 491
	66	3 272 220	3 847 782	522 111	4 369 893	5 215 585	4 530 767
	67	10 997 930	11 788 609	2 318 192	14 106 801	14 952 493	13 889 171
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 545 631	2 350 112		2 350 112	2 350 112	2 457 711
Autres frais	70	83 000	67 552		67 552	67 552	60 296
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	79 700	59 400		59 400	59 400	251 800
Autres	72	35 000	55 958		55 958	91 322	69 731
	73	2 743 331	2 533 022		2 533 022	2 568 386	2 839 538
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		10 739 698	11 083 025	(11 083 025)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	802 618	802 618	558 230
	Usines de traitement de l'eau potable	2	391 232	391 232	799 896
	Usines et bassins d'épuration	3	16 834	16 834	16 908
	Conduites d'égout	4	808 013	808 013	1 409 282
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	2 241 236	2 241 236	1 039 103
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 177 114	3 177 114	3 645 196
	Ponts, tunnels et viaducs	7	29 694	29 694	
	Systèmes d'éclairage des rues	8	190 917	190 917	122 061
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	2 903 831	2 903 831	138 820
	Autres infrastructures	11	5 397	5 397	256 577
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	739 443	739 443	135 535
	Édifices communautaires et récréatifs	14	234 392	234 392	502 346
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16		141 276	137 380
	Autres	17	565 103	565 103	604 325
	Ameublement et équipement de bureau	18	216 220	225 476	124 839
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	668 944	686 738	211 345
	Terrains	20			
	Autres	21	1 267	1 267	1 752
		22	12 992 255	13 160 581	9 703 595

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	318 454	318 454	496 457
	Usines de traitement de l'eau potable	24	391 232	391 232	799 896
	Usines et bassins d'épuration	25	16 834	16 834	16 908
	Conduites d'égout	26	516 152	516 152	1 375 900
	Autres infrastructures	27	5 162 052	5 162 052	3 763 411
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	484 164	484 164	61 773
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	291 861	291 861	33 382
	Autres infrastructures	32	3 386 137	3 386 137	1 438 346
	Autres immobilisations	33	2 425 369	2 593 695	1 717 522
		34	12 992 255	13 160 581	9 703 595

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 163 176		1 351 578	1 811 598
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	68 407 189	10 331 354	5 242 257	73 496 286
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	71 570 365	10 331 354	6 593 835	75 307 884
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11	52 183		11 473	40 710
	12	52 183		11 473	40 710
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	52 183		11 473	40 710
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	8 422 644	1 628 646	1 048 927	9 002 363
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	8 474 827	1 628 646	1 060 400	9 043 073
	19	80 045 192	11 960 000	7 654 235	84 350 957
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	80 045 192	11 960 000	7 654 235	84 350 957

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	84 207 258
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	6 067 968
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres

- Passif au titre des ASF	5	1 562 800
---------------------------	---	-----------

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	40 710
-----------	---	--------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	9 002 363
--	----	-----------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	1 077 806
--	----	-----------

Autres

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	81 717 147
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	81 717 147
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	81 717 147
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
---	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	81 717 147
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	259 600	254 515	250 464
Sécurité publique				
Police	4	1 500		
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	21 400	3 167	11 877
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	19 000	18 924	23 166
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	138 400	138 351	138 369
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22		30 399	30 206
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	439 900	414 957	445 356
				454 082

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1	59 755	126 915
Charges sociales	2	18 453	39 193
Biens et services	3	12 634 860	9 310 337
Frais de financement	4	279 187	65 766
Autres	5		
	6	12 992 255	9 542 211

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	37,89	36,00	74 707,70	4 234 085	1 039 358	5 273 443
Professionnels	2	9,83	36,00	18 828,50	879 354	255 331	1 134 685
Cols blancs	3	104,86	35,00	183 978,30	5 709 294	1 381 356	7 090 650
Cols bleus	4	92,47	40,00	192 346,60	6 563 824	1 692 832	8 256 656
Policiers	5						
Pompiers	6	12,00	40,00	24 960,40	776 272	109 476	885 748
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	257,05		494 821,50	18 162 829	4 478 353	22 641 182
Élus	9	10,00			382 277	102 467	484 744
	10	267,05			18 545 106	4 580 820	23 125 926

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	31 285	115 061			146 346
Réseau de distribution de l'eau potable	13	90 059	35 447			125 506
Traitement des eaux usées	14	3 925				3 925
Réseaux d'égout	15	410 136	71 298			481 434
Autres	16	2 871 731	1 782 916			4 654 647
	17	3 407 136	2 004 722			5 411 858

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	124 258	300 123
	4	124 258	300 123
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	51 864	55 773
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	51 864	55 773
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	849 842	857 093
Enlèvement de la neige	11	17 495	20 572
Autres	12	48 436	47 285
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	915 773	924 950
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	49 200	68 626
Réseau de distribution de l'eau potable	17	190 069	188 109
Traitement des eaux usées	18	6 108	6 535
Réseaux d'égout	19	188 271	177 549
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	89 475	90 055
Matières recyclables	21	74 141	79 278
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	597 264	610 152
Santé et bien-être			
Logement social	27	45 053	22 777
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	45 053	22 777
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	1 874	2 634
Rénovation urbaine	32	2 560	2 979
Promotion et développement économique	33	85 796	88 136
Autres	34	175 630	183 677
	35	265 860	277 426
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	443 881	472 488
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	50 963	92 708
Autres	38	38 106	49 224
	39	532 950	614 420
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 533 022	2 805 621

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Audet, Charlotte	19 311	9 655
Bellavance, Michel	19 311	9 655
Chevalier, Élisabeth	19 311	9 655
Doiron-Catto, Louise	19 311	9 655
Gagné, Gervais	19 600	9 800
Lejeune, Guylaine	22 868	11 434
Masse, Jean	24 915	12 458
Miousse, Denis	22 970	11 485
Porlier, Réjean	102 573	22 832
Quessy-Légaré, Marie-Claude	19 311	9 655

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>4 645 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>125 795 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Sept-Îles,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la Ville de Sept-Îles (Ville) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CMA, Permis de comptabilité publique A127603

Sept-Îles, Canada

DATE 2019-06-25

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Sept-Îles

Code géographique : 97007

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	39 006 370
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	7 339 660
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	654 380
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	47 000 410

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 775 915
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	3 539 875
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	188 000
Service de la dette	18	38 879
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	6 542 669
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	6 542 669
	27	53 543 079

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 143 320
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	23 745
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	173 198
	5	2 340 263

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	617 230
Cégeps et universités	7	321 330
Écoles primaires et secondaires	8	966 670
	9	1 905 230

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 245 493

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 419 910
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	62 877
Taxes d'affaires	17	
	18	1 482 787

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	5 728 280

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 729 035 268	X 5 0,6627 /100\$	6 11 458 317				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 179 901 919	X 8 0,6627 /100\$	9 1 192 210				
Immeubles non résidentiels	10 455 013 113	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 397 858 900	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25 12 650 527	26 (..... 18 728)	27 (.....)	28 26 374 571	29 39 006 370
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 2 761 809 200	X 31 0,2642 /100\$	32 7 296 702				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 7 296 702	55 (..... 7 466)	56 (.....)	57 50 424	58 7 339 660

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	1 | 6 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taux INR - > 10 000 000 \$	2,9159	1	/ du 100 \$ d'évaluation
Taux IND - > 10 000 000 \$	3,2655	1	/ du 100 \$ d'évaluation
Service de la dette - Ancien Sept-Îles	0,0250	1	Taxe de secteur / 100 \$
Service de la dette - Ancien Gallix	0,0000	1	Taxe de secteur / 100 \$
Service de la dette - Ancien Moisie	0,0045	1	Taxe de secteur / 100 \$
Taxe de secteur - Égout de Moisie	7,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe de secteur - Puit eau potable - MO	220,0000	4	/unité d'éval. desservi
Taxe spéciale - Côte du Relais	20,1495	7	/ mètre de front
Taxe spéciale - Rue de l'Église	48,2927	7	/ mètre de front
Compensation - Rue du Rond-Point	1 014,9400	4	/ immeuble imposable
Conteneur - 2 verges cubes	720,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 4 verges cubes	1 440,0000	7	/ Verge cube
Conteneur - 6 verges cubes	2 160,0000	7	/ Verge cube
Commercial sans conteneur	0,0015	1	Taxe de secteur / 100 \$
Dépôt site d'enfouissement - Intérieur	88,0700	7	/tonne métrique déposée
Dépôt site d'enfouissement - Extérieur	128,0700	7	/tonne métrique déposée
Eau au compteur - 16 mm	75,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 19 mm	75,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 25 mm	150,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 38 mm	250,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 50 mm	375,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 75 mm	750,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 100 mm	1 250,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 150 mm	2 000,0000	7	Compensation minimale
Eau au compteur - 200 mm	250,0000	7	Compensation minimale
Commercial sans compteur d'eau	160,0000	7	/unité d'éval. desservi
Eau au compteur - Compens. additionnelle	0,6000	7	/ 1 000 litres excédent
Eau - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension
Déchets - Chambre ou pension	55,0000	7	/ Chambre ou pension

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Description	Taux	Code¹	Préciser
Déchets - Emplac. camping	15,0000	7	/ Emplacement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	53 543 079
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	26 900

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	530 278
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	20 288 028
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	188 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	32 536 773

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 2 761 809 200

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	14 652 480	14 024 350			1 641 310	
De secteur	2	117 240	99 470			44 270	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 592 715	825 500			1 084 480	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	16 362 435	14 949 320			2 770 060	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	16 027 890			46 346 030
De secteur	10	393 400			654 380
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	38 879			38 879
Autres	13	2 813 095			6 315 790
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	19 273 264			53 355 079

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	OUI	NON	S.O.
Non audité			
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
INR - Moins de 10 000 001 \$ à 2,7960 \$, soit 330 803 113 \$ pour 9 249 255 \$			
INR - Excédent de 10 000 000 \$ à 2,9159 \$, soit 124 210 000 \$ pour 3 621 840 \$			
IND - Moins de 10 000 001 \$ à 3,1952 \$, soit 26 842 500 \$ pour 857 671 \$			
IND - Excédent de 10 000 000 \$ à 3,2655 \$, soit 371 016 400 \$ pour 12 115 540 \$			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	8 715 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>67 310 695 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>7 625 885 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>2 305 801 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Manon Nobert, CPA,CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-25.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sept-Îles.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Îles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sept-Îles détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-25 12:04:37

Date de transmission au Ministère :